

**NON AUX 20 % DE COUPE SUR LE BUDGET DE L'AFD
EN DIRECTION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
OUI À DES FINANCEMENTS RÉPONDANT AUX BESOINS ET
ENJEUX DES POPULATIONS VULNÉRABLES**

16 millions d'euros destinés aux ONG de solidarité internationale viennent d'être supprimés, sur la ligne « Initiatives ONG » de l'Agence française de développement (AFD) qui finance les projets d'ONG de terrain. Soit 20 % en moins sur les 77 millions prévus en 2017.

Des dossiers préparés depuis un an sont donc mis en péril par une décision ministérielle brutale, et qui aura des conséquences immédiates sur les actions de terrain des ONG qui ne seront pas financées par la suite. Avec en particulier des suppressions de postes ici et là-bas, mettant à mal la mise en œuvre de projets essentiels à la dignité des personnes.

Si rien n'est fait, les conséquences des coupes se feront sentir sur plusieurs années car les manques de financements en 2017 seront reportés sur 2018 voire 2019.

▪ **Des conséquences notables sur le terrain**

Plus d'une vingtaine de projets touchés, répondant tous à de véritables enjeux pour notre planète : défense des droits humains, éducation, sécurité alimentaire, réchauffement climatique, lutte contre la pauvreté etc. Avec des centaines de milliers de personnes dont la situation de précarité demeurera ou s'aggravera si les projets ne voient pas le jour.

A titre d'exemples :

Une subvention de 500 000 euros de l'AFD permet :

- d'installer au moins 3 centres de collecte et séchage de cacao en Haïti bénéficiant à plus de 1500 agriculteurs-trices pour le vendre sur des marchés internationaux équitables et de qualité, améliorant les revenus et conditions de vie de plus de 2000 ménages ;
- d'améliorer la qualité de la prise en charge du VIH/sida dans 10 hôpitaux (dotation en équipement, formations du personnel soignant, aide à l'organisation du circuit de soins, renforcement des associations de patients) au profit de 8 000 patients séropositifs.

Une subvention de 400 000 euros de l'AFD permet :

- de rétablir et réinsérer 200 filles extraites de situations d'exploitation dans 6 villes de Madagascar, de documenter les atteintes aux droits fondamentaux qu'elles ont subi et de mobiliser de plus de 10 000 personnes pour modifier durablement les chances des filles de ces villes de grandir sans subir de violences.

▪ **Les financements publics des ONG françaises à la traîne**

3 % c'est la part des ONG dans le budget de l'aide publique au développement, soit 200 millions. Les ONG britanniques reçoivent, elles, 1,5 milliards, les espagnoles 500 millions. Autant dire que la coupe actuelle ponctionne un budget déjà bien mince. Aussi la contribution des ONG aux économies est-elle totalement disproportionnée par rapport à la part d'aide publique qu'elles reçoivent. Une situation qui devient ironique si l'on se rappelle de la récente déclaration de M. Le Drian : « *Mon enjeu est de faire en sorte qu'il y ait (...) davantage de financements par le biais des ONG que par le biais des organismes publics* ». ¹

▪ **Des perspectives sombres pour 2018**

Après 729 millions d'euros amputés à la mission budgétaire de l'aide publique au développement (APD) entre 2011 et 2017, après une coupe supplémentaire de 136 millions d'euros dans l'exécution du budget 2017, le Projet de loi de finances 2018 ne redresse aucunement la barre ! Que restera-t-il demain pour les ONG ?

Cela n'est pas à la hauteur des ambitions affichées par l'État français dans ses relations avec les organisations de la société civile.

Cette pénurie met enfin en compétition insupportable différents services et acteurs mobilisés pour une même cause !

Coordination SUD demande une correction de cette décision avant la fin de l'année, et appelle à l'établissement d'une trajectoire crédible pour l'APD et pour le soutien aux initiatives des ONG conformément aux engagements de l'Etat.

¹ Intervention de Jean-Yves Le Drian devant l'Assemblée nationale le 4 octobre 2017.

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.